

Des savoir-faire
en commun

Bilan & perspectives 2020-2021



Agence publique, **Expertise France** est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale. Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

- « Une capacité d'innovation indispensable »,
par **Jean-Yves Le Drian** **P. 2**
- « Une agence autant européenne que française »,
par **Bruno Le Maire** **P. 3**
- « Sur tous les fronts, nous avons répondu présent »,
avec **Laurence Tubiana** et **Jérémy Pellet** **P. 4**

NOTRE AGENCE

- Expertise France, c'est... **P. 6**
- Nos priorités en 2020-2021 **P. 8**

NOTRE MÉTHODE

- Renforcer les capacités face aux défis communs **P. 10**
- Un dialogue partenarial et de pair à pair **P. 12**
- La coopération française se renouvelle **P. 14**
- Des synergies avec l'Équipe Europe **P. 16**
- Des leçons tirées du terrain **P. 18**

TRIBUNE

“ Une capacité d'innovation indispensable ”

Par **Jean-Yves Le Drian**,
ministre de l'Europe et
des Affaires étrangères

La crise de la Covid-19 nous a rappelé que, face aux défis immenses d'un monde en état d'urgence écologique et en proie à de préoccupantes logiques de brutalisation, la solidarité internationale n'est pas seulement une exigence de justice, mais aussi un véritable impératif d'efficacité.

Comme elle est au cœur de notre réponse collective à la pandémie, elle doit être au cœur du monde de demain. Bien des solutions aux bouleversements du XXI^e siècle se trouvent, en effet, chez nos partenaires du Sud. Il est donc à la fois dans notre intérêt et de notre responsabilité de les aider à construire et à mettre en œuvre ces solutions.

C'est le sens de la loi relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales que j'ai portée devant la représentation nationale. Elle donnera un nouvel élan à l'ensemble de notre politique de développement, pour pouvoir faire plus – grâce



à des moyens consolidés – et faire mieux, grâce à une redéfinition de nos priorités géographiques et thématiques, à l'affirmation d'une méthode plus partenariale et à la clarification du pilotage de notre action dans ce domaine, du plus haut niveau de l'État jusqu'au plus près du terrain.

Afin qu'Expertise France, dont l'expérience et la capacité d'innovation nous sont absolument indispensables, puisse prendre toute sa part à ce nouvel élan, le président de la République s'est engagé à ce que le nombre d'experts techniques internationaux (ETI) soit multiplié par deux d'ici deux ans. L'intégration de l'agence au sein du groupe AFD et le lancement des initiatives Équipe Europe contribueront également à renforcer ses capacités d'intervention et, de manière plus générale, l'efficacité de l'action de la France en matière de développement.

Ses agents peuvent compter sur mon plein soutien et sur le soutien de mon ministère. **J.-Y. L. D.**

TRIBUNE

“ Une agence autant européenne que française ”

Par **Bruno Le Maire**,
ministre de l'Économie, des
Finances et de la Relance

Je tiens à saluer le travail accompli en 2020 par les équipes d'Expertise France. Elles ont travaillé sans relâche à la restructuration de la majorité des projets pour y inclure un volet de réponse à la crise sanitaire ou à ses effets économiques et sociaux.

Expertise France a su adapter ses modalités d'assistance technique pour mettre à la disposition des pays les plus frappés par la crise un large catalogue de compétences, que ce soit pour accélérer la transition écologique, soutenir l'entrepreneuriat ou appuyer la collecte efficace des impôts.

Expertise France est une agence autant européenne que française. L'assistance technique sera une composante essentielle du plan de relance européen, et nous comptons sur l'agence pour projeter l'expertise française dans toute l'Union européenne, en venant en appui à d'autres États membres pour développer des thématiques nouvelles comme la numérisation de l'administration fiscale ou le verdissement des politiques publiques. Je me félicite tout particulièrement de la sélection d'Expertise France par la Commission européenne pour mettre en œuvre un projet majeur de formation sur la budgétisation environnementale dans 18 États membres.

Dans la continuité de l'engagement formulé par le président de la République lors du Conseil du développement, nous avons décidé la mise en place d'experts techniques internationaux dédiés à l'influence économique, qui seront détachés auprès de nos pays partenaires à partir de 2022. Nous recréerons ainsi la composante humaine de notre coopération internationale, réduite à portion congrue avec la chute du nombre de coopérants ces vingt dernières années.

Autre axe fort, l'adossement d'Expertise France à l'AFD permettra de porter l'action de nos entreprises dans le sillage des projets de l'AFD. À cet égard, l'adoption prochaine du projet de loi Développement consacrera le rapprochement des deux opérateurs et le renouveau de la coopération internationale.

J'ai conscience que les équipes d'Expertise France poursuivront dans leur engagement, après leur intégration au sein du groupe AFD. C'est une chance pour la France de pouvoir compter sur ces agents de talent. **B. L. M.**



INTERVIEW

Sur tous les fronts, nous avons répondu présent”



Avec **Laurence Tubiana**, présidente du conseil d'administration d'Expertise France, et **Jérémie Pellet**, directeur général d'Expertise France

Après une année 2020 pendant laquelle la crise sanitaire a mis au défi les acteurs du développement et de la coopération technique internationale, 2021 marquera un tournant pour la coopération française : le projet de loi relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales prévoit, entre autres, l'intégration d'Expertise France au groupe AFD et le renforcement du dispositif français d'expertise technique internationale (voir pages 14-15). Perspectives croisées de Jérémie Pellet et Laurence Tubiana sur ces réformes majeures.

Quel bilan tirez-vous de l'année 2020 d'Expertise France ?

J. P. 2020 a été une année complexe, pour Expertise France comme pour tout le monde. L'impact sur notre activité a été finalement limité, avec un recul de seulement 5 % par rapport à 2019. Grâce à la mobilisation formidable de nos équipes, que je tiens à remercier, nous avons non seulement pu conduire nos projets sur le terrain, mais également répondre à l'urgence sanitaire et économique, en mettant en place des dispositifs spécifiques à la réponse Covid-19 et en adaptant l'ensemble de notre programmation.

En parallèle, nous avons poursuivi la structuration de l'agence et renforcé notre positionnement institutionnel : en témoigne notre participation au Conseil présidentiel

du développement qui s'est tenu en décembre dernier. Sur tous les fronts, nous avons répondu présent. En nous appuyant sur cette dynamique, nous avons également commencé 2021 en force en organisant les Rencontres internationales de la coopération (voir page 19).

durable. À travers l'assistance technique, elle accompagne également ces politiques publiques dans le cadre de projets structurants. Elle apporte une dimension humaine essentielle, en mobilisant et en mettant en contact les acteurs du développement dans toute leur diversité, des acteurs publics à la société civile en passant par le secteur privé et les organisations internationales. Il était donc fondamental de consacrer le renouveau de la coopération technique dans le cadre de ce projet de loi qui porte des ambitions françaises élevées en matière d'aide publique au développement.

En quoi Expertise France incarne-t-elle une coopération technique renouvelée ?

J. P. Expertise France a un héritage : celui des opérateurs de coopération internationale des ministères qui l'ont précédée, à l'image de Justice Coopération Internationale (JCI) qui nous a rejoints le 1^{er} janvier 2021. Cette relation privilégiée avec l'ensemble de l'administration française est au cœur de notre ADN. Mais nous en renouvelons également l'approche, dans un contexte de montée en puissance de la coopération internationale de la France et d'une Europe du développement plus politique. C'est un renouveau à la fois quantitatif et qualitatif, incarné d'une part par le doublement d'ici 2023 du nombre d'experts techniques internationaux gérés par Expertise France pour le compte du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (voir page 14) et, d'autre part, par la recherche d'une approche partenariale qui s'appuie davantage sur la jeunesse, les diasporas et la société civile.

Expertise France rejoindra prochainement le groupe AFD. De quelle façon cette intégration permettra-t-elle à Expertise France de renforcer l'efficacité et la redevabilité de son action ?

L. T. Expertise France est une agence jeune, qui a connu un développement formidable au cours des six dernières années. Elle a triplé ses effectifs et son activité, et continue de se développer. Elle a su pour cela s'adapter en un temps record. Son intégration au sein du groupe AFD contribuera à la renforcer et à la structurer. L'agence pourra s'appuyer sur la longue expérience de l'AFD, sur sa force de frappe et sur sa visibilité. Mais c'est un partenariat gagnant-gagnant : l'AFD bénéficiera sans aucun doute de l'agilité d'Expertise France et de sa capacité à se projeter sur des terrains en crise. Et ensemble, le Groupe pourra se nourrir des complémentarités entre les compétences des deux agences. ■

La nouvelle loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales prévoit de donner une forte impulsion à la politique française de développement. Pourquoi la coopération technique en est-elle un volet essentiel ?

L. T. La coopération technique est au cœur des politiques de développement. Vectrice d'échanges de savoir-faire, d'expérience et d'expertise, elle nourrit les politiques publiques qui concourent à un développement économique, social et

Soutenir les politiques publiques

Répartition de l'activité d'Expertise France par thématique d'intervention (2020)



Expertise France, c'est...

Prochainement, une filiale de **AFD GROUPE**

Un métier : la coopération technique internationale

1-Recueillir
les besoins de nos partenaires

2-Concevoir
des projets sur mesure

3-Assembler
l'expertise pertinente

4-Renforcer
durablement la qualité des politiques publiques

5- Évaluer et capitaliser
sur l'impact des projets



Gouvernance démocratique, économique et financière



Paix, stabilité et sécurité

Une expertise plurisectorielle



Climat, agriculture et développement durable



Santé et développement humain

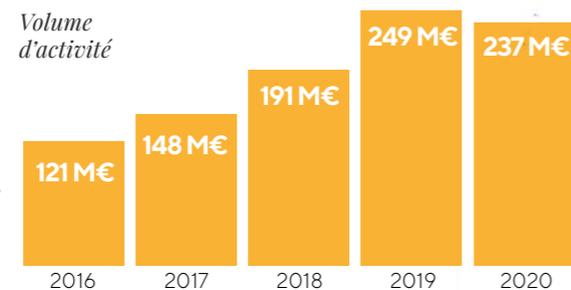
Données 2020



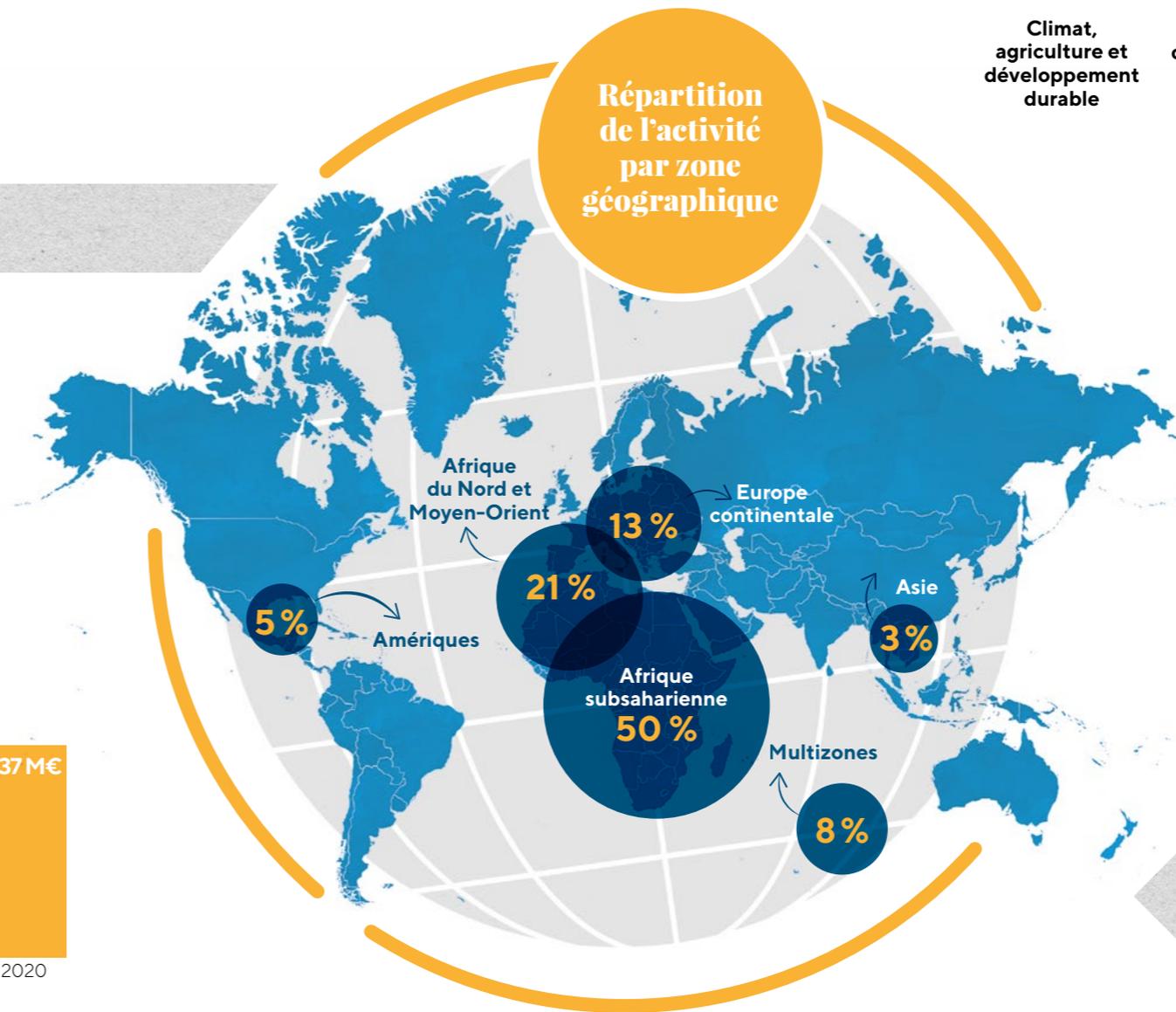
+ de **400** salariés au siège

+ de **650** intervenants sur le terrain

Une activité maintenue malgré la crise



Répartition de l'activité par zone géographique



500 projets en cours de mise en œuvre dans 100 pays

76 % des nouveaux contrats signés portent sur l'Afrique

Nos priorités en 2020-2021

Travailler avec les diasporas et la jeunesse africaines

Le président de la République française a placé les diasporas et la jeunesse au cœur de la relation entre l'Afrique et la France. Parmi

les initiatives lancées pour répondre à cette priorité, la France et les États partenaires du continent africain mettent en place « Talents en commun », un nouvel outil de développement pour favoriser la mobilité de l'expertise. Expertise France s'implique aussi dans MEET Africa 2, un programme d'accompagnement destiné aux entrepreneurs issus de la diaspora africaine, et cofinancé par l'UE et l'AFD.



bit.ly/talents-en-commun



Se mobiliser pour la planète

Les défis liés aux changements climatiques et à la biodiversité occupent désormais le devant de la scène. Sur ces sujets, Expertise France accompagne de nombreux pays partenaires. À travers la facilité Adapt'Action (financée par l'AFD) et le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest (financé par l'UE), l'agence travaille avec plusieurs États ouest-africains dans la révision de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), en vue de la COP26 sur le climat. Expertise France apporte également un appui à la préparation de la COP15 sur la diversité biologique.

bit.ly/adapt-action-gcca

Favoriser l'insertion professionnelle

Au Burkina Faso, la formation est au cœur de l'accompagnement vers l'emploi et du développement local. Dans cette logique, l'UE et Expertise France ont travaillé de 2017 à 2020 en étroite collaboration avec la société civile et les conseils régionaux du Nord, du Sahel et de la Boucle du

Mouhoun, dans le nord du pays. Cette dynamique est aujourd'hui poursuivie avec l'UE à travers le projet RENCOSS et avec l'AFD à travers le projet « Territoires créateurs d'emplois ».

bit.ly/territoires-createurs-emplois



Agir pour de l'égalité de genre

Condition essentielle du développement durable, l'égalité de genre contribue à lutter efficacement contre la pauvreté et à promouvoir les conditions d'une bonne gouvernance. En cohérence avec la stratégie française en la matière, Expertise France agit pour provoquer des changements systémiques et intégrer le genre à tous ses volets d'intervention. Pour renforcer les capacités de ses équipes sur ce sujet, l'agence conçoit des outils dédiés, comme le MOOC « Genre et Développement » développé en partenariat avec l'AFD et le MEAE.

bit.ly/panorama-egalite-genre

Lutter contre les grandes pandémies



Mise en œuvre par Expertise France sur financement du MEAE, L'Initiative a adopté en 2020 sa nouvelle stratégie. Sa vision : l'accès à la santé pour tous et toutes, et l'élimination des grandes pandémies. Alors que la pandémie de Covid-19 a souligné l'importance

d'assurer la continuité des soins pour les personnes vivant avec le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, ce dispositif est, plus que jamais, un instrument clé de la stratégie française en santé mondiale.

initiative2020.fr

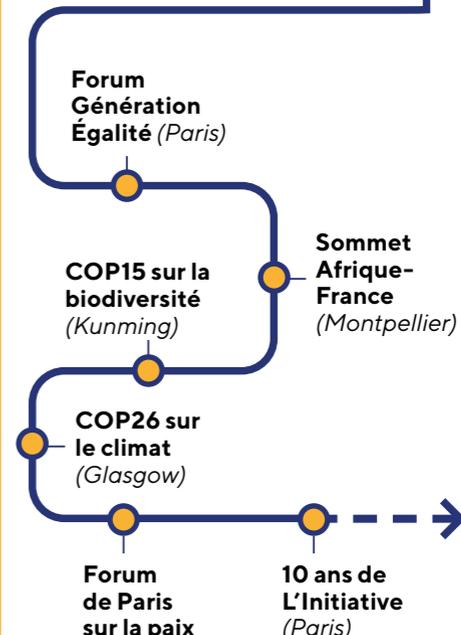


Réagir face aux crises

Face à la crise sanitaire, Expertise France a placé le soutien aux systèmes de soins et à la résilience économique au cœur de son appui. Cela a été le cas en Afrique avec la plateforme d'appui technique « Covid-Santé EF », mais aussi au Moyen-Orient, dans la continuité des projets de stabilisation que l'agence met en œuvre en Syrie, en Irak ou au Liban. Dans ce pays, dont la capitale a été touchée par une double explosion en 2020, Expertise France s'est mobilisée pour participer à la reconstruction du port, en concertation avec l'Équipe France.

bit.ly/reconstruction-liban

À venir en 2021



Renforcer les capacités face aux défis communs

Pour une action efficace et durable, Expertise France mise sur le renforcement de capacités des institutions partenaires. C'est le cas sur le continent africain, où l'agence travaille avec des organisations régionales sur des sujets appelant des efforts coordonnés de la part des États.

Des statistiques harmonisées en Afrique”



Avec **Leila Ben Ali**, directrice par intérim de STATAFRIC

De 2016 à 2020, Expertise France a accompagné l'Union africaine dans la mise en place de l'institut panafricain de statistiques STATAFRIC. Ce projet a été mené dans le cadre du Pan-African Statistics Programme, financé par l'UE et géré par Eurostat. Son but : produire des données fiables et harmonisées au niveau régional.

En quoi les statistiques permettent-elles de progresser vers les objectifs de développement durable ?

L. B. A. Elles jouent un rôle essentiel. D'une part, elles éclairent la formulation des politiques publiques. D'autre part, elles permettent de mesurer les progrès accomplis. Elles sont à ce titre à la fois un outil d'action et de redevabilité.

Quel bilan tirez-vous de l'appui apporté par les équipes du Pan-African Statistics Programme ?

L. B. A. Le programme a eu trois grands apports pour l'Union africaine. D'abord, il a soutenu sa montée en puissance institutionnelle et a assis sa légitimité pour conduire l'harmonisation statistique sur

+ de **200** activités menées de 2016 à 2020

le continent africain. Ensuite, il a contribué à l'élaboration de méthodologies qui ont permis à nos États membres de s'approprier les standards statistiques internationaux. Enfin, avec plus de 200 activités conduites – dont la moitié en formations –, il a renforcé les capacités des statisticiens à produire des données officielles fiables et à les diffuser dans les délais. Et cela aux niveaux national et régional.

STATAFRIC a récemment créé une base de données dédiée au commerce extérieur. Un vecteur d'intégration régionale ?

L. B. A. Cet outil représente une avancée précieuse. Ces données, qui étaient jusqu'ici estimées par les agences internationales, sont collectées directement par nos États membres. Elles offriront aux décideurs une vision en temps réel des flux de biens encouragés par l'accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Selon l'évolution de ces flux, elles leur permettront aussi d'adopter des mesures adaptées. ■

À lire : la fiche de présentation du programme : bit.ly/pan-african-statistics-programme



À travers le financement de projets pilotes centrés sur l'agriculture, GCCA+ Afrique de l'Ouest vise à faire émerger des solutions locales innovantes pour renforcer la résilience climatique.

“Un mandat régional climat pour la CEDEAO”



Par **Sékou Sangaré**, commissaire de la CEDEAO en charge de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel constituent la zone la plus affectée par les effets négatifs des changements climatiques, avec une augmentation des températures au-delà des 2 °C et une fréquence élevée des phénomènes météorologiques extrêmes, affectant fortement les conditions de vie de ses habitants. Devant ce constat, la Commission de la CEDEAO, en coopération avec l'UEMOA et le CILSS, s'est mobilisée pour accélérer l'action climatique en Afrique de l'Ouest. Son ambition est de soutenir la mise en œuvre l'Accord de Paris dans la région et de renforcer sa résilience face aux changements climatiques.

Agir face à l'urgence climatique

Depuis 2017*, à travers le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest, Expertise France renforce les capacités de la CEDEAO dans le développement de son mandat régional « climat ». Financé par l'UE, le projet soutient la Commission de la CEDEAO dans l'élaboration d'une stratégie régionale climat destinée à coordonner et à mutualiser les efforts des institutions régionales et des États en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Ce projet nous a également accompagnés dans la définition de mécanismes institutionnels

visant à intégrer le climat dans l'ensemble de nos programmes d'action.

Développer notre leadership à l'international

Le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest apporte également son soutien au renforcement des mécanismes de coordination régionale, à travers la mise en place d'un Groupe régional d'appui aux négociations internationales sur le climat (GRANIC) de la CEDEAO. Ces contributions permettront à la région de renforcer son leadership sur la scène internationale.

En conclusion, l'ensemble de ces collaborations institutionnelles portant leurs fruits, nous souhaitons consolider dans la durée nos relations avec l'UE et Expertise France. **S. S.**

(* Expertise France travaille avec la CEDEAO en matière d'environnement et d'agriculture depuis 2012 à travers une assistance technique financée par l'AFD.

À lire : le bilan 2020 de GCCA+ Afrique de l'Ouest : bit.ly/gcca-bilan-2020



Un dialogue partenarial et de pair à pair

Expertise France favorise le dialogue entre pairs et entre toutes les expertises, du Nord comme du Sud. Le but : identifier des solutions adaptées aux besoins et pouvant être partagées à plus large échelle.

“Stimuler les échanges entre l’UE et le Chili”



Par **Ana Pérez Camporeale**, coordinatrice de la composante Politiques d'égalité de genre d'EUROSociAL+, et **Blanca Rodríguez**, experte en genre



Au Chili, un vaste chantier démocratique s'ouvre. Le 25 octobre 2020, le peuple a approuvé par référendum le principe d'une nouvelle Constitution qui remplacera celle adoptée sous la dictature militaire du général Pinochet. Le texte, qui devra être écrit par une Convention constituante élue au suffrage direct, soulève beaucoup d'espoir : 56 % des citoyens et citoyennes pensent que le système judiciaire sera amélioré. Un chiffre qui témoigne des fortes attentes

en matière de changement social et de prise en compte du genre. La Convention sera l'une des premières au monde

à assurer la participation réelle des femmes au processus de rédaction et donc à respecter la parité. Cet exploit est le fruit de négociations menées au Congrès par une coalition d'organisations de femmes. Cette victoire face à des responsables politiques de différents bords contribue aussi à légitimer publiquement le processus.

Une plateforme d'échange autour du genre

Depuis fin 2020, EUROSociAL+, un programme financé par l'UE visant à renforcer la cohésion sociale en Amérique latine, accompagne l'intégration des questions de genre dans le processus constituant chilien. Son objectif : favoriser l'éclosion d'un processus constituant modèle, inspiré de l'expérience des pays latino-américains et européens.

Pour stimuler les échanges et favoriser l'intégration du genre dans la future Constitution, EUROSociAL+ a lancé les « Dialogues UE-Chili », un cycle

Le dialogue multipartite est au cœur du projet BIODÉV 2030, qui accompagne 16 pays pilotes. Ici en Tunisie lors d'une table ronde avec le secteur privé.

de six tables rondes thématiques organisées en partenariat avec la délégation de l'UE au Chili, la Chambre des députés et la Bibliothèque du Congrès national. D'une grande richesse académique, ces tables rondes réunissent également des responsables politiques de haut niveau. Elles sont devenues un outil privilégié pour échanger sur les différents modèles constitutionnels.

De la parité formelle à la parité réelle

De part et d'autre de l'Atlantique, la réalité a montré que la parité formelle ne conduit pas automatiquement à la parité réelle. Il ne suffit donc pas que la nouvelle *magna carta* garantisse une participation égalitaire : il sera impératif de veiller, une fois le processus constituant terminé, à ce que les femmes occupent des postes clés, y restent et puissent participer aux prises de décision. C'est le message que nous souhaitons transmettre, tant dans le cadre des « Dialogues UE-Chili » qu'à l'occasion des débats que nous organisons avec plusieurs universités chiliennes. La parité formelle représente le point de départ de la reconstruction de la sphère publique et d'une redéfinition plus inclusive de la société. **A. P. C. et B. R.**

À lire : un article sur l'appui d'EUROSociAL+ au processus constituant chilien : bit.ly/eurosoci-al-chili

“Un dialogue fondamental pour la COP15”

Le Burkina Faso est un pays pilote du projet BIODÉV 2030*. Ce dernier vise à intégrer la préservation de la biodiversité dans des secteurs économiques stratégiques. Il privilégie une approche collaborative et mobilise l'ensemble des acteurs de la société : acteurs étatiques, organisations de la société civile, secteur privé...



Par **Amadé Ouedraogo**, point focal de la Convention sur la diversité biologique (CDB) au Burkina Faso

Au Burkina Faso, BIODÉV 2030 ciblera en priorité l'agriculture et le secteur minier, qui, selon une étude menée dans le cadre du projet, exercent les plus fortes pressions sur les écosystèmes. Les échanges se poursuivent actuellement pour aboutir à des engagements concrets de la part des acteurs concernés. Ce dialogue multipartite est fondamental pour la bonne mise en œuvre des stratégies nationales et des plans d'action élaborés par le Burkina Faso. Il servira aussi à préparer la COP15 de la CDB. Nous espérons obtenir des résultats tangibles d'ici 2030 pour pérenniser les engagements sectoriels et inspirer d'autres acteurs dont les actions affectent la biodiversité. **A. O.**

(* BIODÉV 2030 est financé par l'AFD et mis en œuvre par Expertise France, l'UICN et le WWF France.

À voir : le site institutionnel de BIODÉV 2030 : biodev2030.org

60 000 jours d'expertise déployés en 2020

Pour faciliter le transfert de savoir-faire et stimuler le dialogue entre pairs, Expertise France mobilise

des experts auprès des institutions partenaires pour des missions de court ou de long terme. En 2020,

malgré le contexte sanitaire, l'agence a pu déployer l'équivalent de 60 000 jours d'expertise.

La coopération française se renouvelle

Le renforcement de la coopération technique doit contribuer à donner une nouvelle impulsion à l'action de la France en faveur du développement solidaire et de la lutte contre les inégalités dans le monde.



Une déconcentration croissante sur le terrain

Expertise France dispose de bureaux projets dans plus de trente pays ainsi que de bureaux mutualisés communs à plusieurs projets, par exemple en Tunisie et en Guinée. Cette présence sur le terrain, au plus près des bénéficiaires, favorise une mise en œuvre agile en coordination avec l'Équipe France. Elle garantit également la bonne appropriation des activités par les partenaires et l'alignement sur les réalités et besoins locaux.

Une transformation progressive des ETI

Instrument historique et essentiel de notre stratégie d'influence à travers le monde, le dispositif des experts techniques internationaux (ETI) amorce cette année une transformation progressive qui portera de 140 aujourd'hui à 290 en 2023 le nombre de femmes et d'hommes qui conseillent, soutiennent et épaulent nos partenaires bilatéraux et multilatéraux.



Par **Michel Miraillet**, directeur général de la Mondialisation, de la Culture, de l'Enseignement et du Développement international, MEAE

Climat et environnement, santé, diplomatie économique, meilleure gouvernance : telles sont les grandes orientations thématiques auxquelles devront correspondre les futures créations de postes d'ETI dans l'ensemble des géographies prioritaires pour l'influence française, notamment en Afrique et dans la région indopacifique.

Au côté d'Expertise France, le ministère accompagnera cette évolution du dispositif pour que l'expertise reste plus que jamais un atout pleinement en phase avec les intérêts de la France à l'étranger. **M. M.**

À lire : une présentation du dispositif des ETI : bit.ly/dispositif-eti

“De nouvelles synergies avec l'AFD et Proparco”

Expertise France rejoindra prochainement le groupe AFD. Qu'apportera cette intégration aux pays partenaires de la France ?

R. R. Avec l'intégration d'Expertise France au sein du groupe AFD, nos partenaires auront accès à une offre française de développement consolidée, exhaustive et lisible. Ils continueront de pouvoir s'appuyer sur les compétences et les métiers spécifiques à Expertise France, à Proparco et à l'AFD, tout en bénéficiant de nouvelles synergies opérationnelles et fonctionnelles, qui vont nous permettre de faire davantage et mieux.

En quoi cette intégration s'inscrit-elle, plus largement, dans l'évolution de la politique française de développement ?

R. R. L'intégration d'Expertise France témoigne de l'ambition que porte le président de la République en matière de développement, dont la coopération technique est un pilier. Au sein du groupe AFD, cette conception renouvelée de la politique française de développement se traduit

notamment par une approche partenariale. Expertise France incarne cette approche, au service de la coopération, y compris avec les acteurs européens.

Concrètement, qu'est-ce que l'AFD et Expertise France proposent aux jeunes Africains et Européens qui souhaitent s'engager en faveur du développement ?

R. R. Ensemble, l'AFD et Expertise France développent déjà de nombreux programmes pour répondre aux aspirations de la jeunesse africaine. MEET Africa 2 et Talents en commun, notamment, offrent deux cadres complémentaires pour mobiliser la diaspora – des jeunes entrepreneurs qui portent des projets créateurs d'emplois aux experts techniques qui mettent leurs compétences au service des politiques publiques de leurs pays. ■



Avec **Rémy Rioux**, directeur général du groupe AFD

À lire : une présentation de Talents en commun : bit.ly/talents-en-commun

290
experts techniques internationaux seront déployés en 2023

Ce renforcement du réseau des ETI, souhaité par le président de la République, constitue une opportunité unique pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et pour son partenaire Expertise France de refonder le pilotage et l'efficacité du dispositif, en y introduisant davantage de lisibilité et d'anticipation.

Des synergies avec l'Équipe Europe

Deuxième agence de coopération européenne par sa taille, Expertise France s'engage aux côtés de ses partenaires de la « Team Europe ». Une collaboration porteuse d'efficacité et de valeur ajoutée, notamment face aux situations de crise et de fragilité.

“Une nouvelle stratégie pour le Sahel”

Les États du Sahel sont confrontés à des vulnérabilités multiples. Comment l'UE les accompagne-t-elle pour y faire face ?

S. K. Les défis tout à la fois sécuritaires, économiques, sociaux et environnementaux auxquels le Sahel est confronté montrent que la situation continue de se détériorer sur le terrain. L'appui de l'UE n'aura qu'un impact limité si les autorités locales ne prennent pas d'engagement fort pour améliorer leur gouvernance. La responsabilité partagée doit être au cœur de notre partenariat.

Adoptée en avril 2021, la nouvelle stratégie de l'UE pour le Sahel vise à soutenir les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) dans des secteurs clés comme la sécurité, la justice, les filets sociaux, le développement du secteur privé et la protection des ressources naturelles. Pour cela, l'UE



Avec **Sandra Kramer**, directrice Afrique à la DG INTPA de la Commission européenne

privélera une approche globale, intégrée et multiforme. Elle mobilisera toutes les modalités de la coopération au développement, y compris l'aide budgétaire et les subventions aux ONG locales. Cette nouvelle stratégie doit également permettre de soutenir nos partenaires dans le renforcement de leur gouvernance et en matière de respect des droits humains. Ces enjeux sont incontournables pour bâtir un contiguum sécurité-développement dans la région. L'UE et les pays du G5 Sahel doivent relever ces défis collectivement.

Quelle est la valeur ajoutée de l'approche Team Europe face à ces défis ?

S. K. L'approche Team Europe renforce clairement notre

impact. Grâce à elle, nous pouvons faire appel aux contributions de toutes les institutions de l'UE et combiner les ressources mobilisées par les États membres et les institutions financières européennes. Cette approche nous permet également de mieux coordonner les programmes que nous finançons et de renforcer notre dialogue stratégique avec nos partenaires du G5 Sahel. En outre, elle accroît notre visibilité et notre redevabilité envers les citoyens européens.

Quel est le rôle les agences de coopération européenne comme Expertise France ?

S. K. Leur rôle est déterminant. Les agences européennes de

Au Mali, une approche globale

Pour contribuer à la stabilisation du Mali, Expertise France intervient selon une approche traitant simultanément des enjeux de sécurité et de développement. En coopération avec les autorités locales, l'agence mène des projets de soutien aux forces de défense et de sécurité ainsi qu'à la protection civile. Elle appuie également des initiatives pour redéployer des services essentiels comme la santé et pour répondre aux enjeux de gouvernance et de réforme de l'État.

développement apportent des conseils techniques et analysent les vulnérabilités à traiter pour renforcer les liens entre sécurité et développement. Leur expertise est également essentielle à l'UE : elle permet de concevoir et de mettre en œuvre les réponses les plus pertinentes, conformément aux objectifs politiques de l'Équipe Europe. ■

Au Burkina Faso, l'UE et Expertise France ont appuyé des initiatives locales pour favoriser la formation et l'emploi, ici dans la région Nord du Burkina Faso, frontalière du Mali.



À lire : un panorama de l'action d'Expertise France au Mali : bit.ly/expertise-france-mali



“SAVE nous a aidés à passer le cap de la crise”

WeCode Land propose des formations dans le domaine du numérique. C'est avant tout un

lieu de rencontres. Aussi notre activité a-t-elle été touchée de plein fouet au moment du confinement du printemps 2020 en Tunisie. Toutefois, cette période troublée nous a permis de démontrer nos capacités de résilience. Malgré la baisse de notre chiffre d'affaires, notre start-up est restée économiquement viable. Nous avons ainsi été éligibles à l'initiative SAVE* : grâce à l'avance remboursable qui nous a été accordée dans ce cadre, nous avons surmonté nos difficultés de trésorerie et passé le cap de la crise. En parallèle, nous avons poursuivi le développement de certains de nos projets, comme notre plateforme en ligne de mise en relation. Aujourd'hui, nos activités ont repris. Elles sont d'autant plus indispensables que la Covid-19 a pérennisé le rôle du numérique et mis en lumière la nécessité de proposer des solutions pour favoriser l'emploi des jeunes. **W. K.**



Par **Wala Kasmi**, fondatrice et PDG de la start-up tunisienne WeCode Land

(* Pilotée par Smart Capital et la CDC de Tunisie, l'initiative SAVE a été financée par l'UE dans le cadre d'Innov'ï – EU4Innovation, un projet mis en œuvre par Expertise France.



À lire : une présentation de l'initiative SAVE : bit.ly/initiative-save

Des leçons tirées du terrain

Expertise France et ses partenaires se mobilisent pour identifier et partager les bonnes pratiques. Une approche essentielle pour mener des actions de coopération plus efficaces pour le développement.

“La Guinée a bâti un système de santé résilient”



Avec le **Dr Sakoba Keita**, directeur général de l'ANSS de Guinée

Le docteur Sakoba Keita a participé à la riposte contre l'épidémie d'Ebola de 2014 à 2016. Il insiste sur le besoin de renforcer les systèmes de santé pour mieux maîtriser les futures épidémies en Afrique de l'Ouest.

Comment la Guinée a-t-elle réagi face à la Covid-19 au printemps 2020 ?

S. K. Des mesures ont été décidées dès la mi-mars. Les équipes régionales polyvalentes d'alerte et de riposte aux épidémies (ERARE), positionnées dans les huit régions du pays, ont pu enquêter pour identifier les cas de Covid-19. Leur action a permis de

maîtriser la propagation du virus. Nous avons fortement gagné en rapidité de détection des cas puisque nous sommes passés de plus de trois mois en 2014 à cinq jours en 2020 !

En quoi l'expérience d'Ebola a-t-elle préparé la Guinée à la Covid-19 ?

S. K. La Guinée est souvent confrontée à des débuts d'épidémie : Ebola, mais aussi fièvre de Lassa, rougeole... Il était donc crucial de renforcer la surveillance épidémiologique et de préparer un dispositif de riposte. Nous y travaillons depuis 2015 avec de nombreux partenaires, dont l'Union européenne et la France. Nous avons notamment structuré



un système d'alerte qui va du niveau central, avec l'ANSS, au niveau régional, avec les ERARE. Notre personnel a également été formé et équipé en matière de prévention et de contrôle des infections. Enfin, nous disposons maintenant de laboratoires pour analyser les prélèvements ainsi que d'infrastructures adaptées pour prendre en charge les patients.

Quelles leçons tirez-vous de ces crises ?

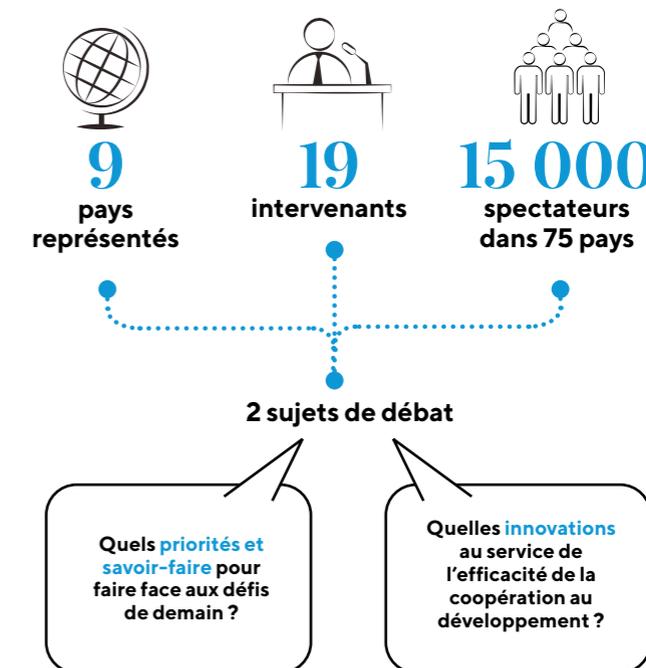
S. K. Les efforts portés sur l'anticipation, la structuration, l'analyse et la coordination nous ont rendus plus performants face aux épidémies. Ces dernières doivent être pensées en lien avec d'autres secteurs (l'élevage, l'environnement...), comme le propose l'approche « Une seule santé » de l'OMS. La coopération

internationale a joué un rôle central dans ce travail de longue haleine, que ce soit en matière de partage d'expertise, de formation ou d'appui matériel. Avec le soutien de plus de cinquante partenaires, dont Expertise France, nous avons bâti un système de santé résilient, au service des populations. ■

Expertise France est engagée depuis de nombreuses années aux côtés de la Guinée en faveur du renforcement du système de santé.

Débattre pour un #MondeEnCommun

Le 9 février 2021, Expertise France organisait les Rencontres internationales de la coopération. Emblématique du renouveau de la coopération internationale, ce moment de débat a réuni des acteurs du développement de tous horizons : administrations, organisations internationales, chercheurs et société civile. L'objectif : élaborer ensemble des solutions efficaces et durables pour construire un monde en commun.



À voir : le replay des Rencontres internationales de la coopération : bit.ly/rencontres-cooperation

La capitalisation, un enjeu essentiel

De 2016 à 2020, Expertise France a soutenu la mise en place d'un programme de santé maternelle, néonatale et infantile au Tchad dans le cadre du Projet d'appui au secteur de la santé (PASST2), sur financement AFD. La capitalisation a permis d'identifier des bonnes pratiques sur divers sujets : identification des besoins de formation

sur le terrain, organisation des missions de compagnonnage hospitalier, suivi-évaluation du renforcement des compétences des personnels de soin...

À lire : la fiche de présentation du projet : bit.ly/passt2

Expertise France en bref

Vous souhaitez en savoir plus sur Expertise France, sa méthode, ses projets ? Rendez-vous sur la version digitale du rapport, « Expertise France en bref ». Vous y trouverez une sélection de contenus 100 % numériques : reportages vidéo, replays de conférences, articles web, exposition en ligne...

www.expertisefrance-en-bref.fr



Sigles et acronymes

- **AFD** : Agence française de développement
- **ANSS** : Agence nationale de sécurité sanitaire (Guinée)
- **CDC** : Caisse des dépôts et consignations (Tunisie)
- **CEDEAO** : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- **CILSS** : Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel
- **DGINTPA** : direction générale des Partenariats internationaux de la Commission européenne
- **MEAE** : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France)
- **MEFR** : ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance (France)
- **OMS** : Organisation mondiale de la santé
- **UE** : Union européenne
- **UEMOA** : Union économique et monétaire ouest-africaine
- **UICN** : Union internationale pour la conservation de la nature
- **WWF** : Fonds mondial pour la nature

Crédits iconographiques

<i>Couverture</i> : Katerina Holmes/Pexels, Jean-Louis Cruz, Markus Spiske/Pexels, Julien Geay/Expertise France, Expertise France, Natalia Jidovanu, Arthur Hervé/Expertise France, David Greenwood-Hai/domaine public, EUROsocial+	<i>P. 1</i> : SOCIEUX+ <i>P. 2</i> : MEAE <i>P. 3</i> : MEFR <i>P. 4</i> : Cecilia Nilsson <i>P. 5</i> : Pepper Only <i>P. 8</i> : Markus Spiske/Pexels, Eugénie Parjadis, Jean-Louis Cruz	<i>P. 9</i> : Katerina Holmes/Pexels, Anna Surinyach, Association Najdeh <i>P. 10</i> : STATAFRIC <i>P. 11</i> : David Greenwood-Hai/domaine public, ARAA-CEDEAO <i>P. 12</i> : WWF Tunisie, DR, DR <i>P. 13</i> : DR	<i>P. 14</i> : Julien Geay/Expertise France, Judith Litvine <i>P. 15</i> : Emmanuel Lafay <i>P. 16</i> : DR, Jean-Louis Cruz <i>P. 17</i> : DR <i>P. 18</i> : Arthur Hervé/Expertise France, L'Harmattan Guinée <i>P. 20</i> : Natalia Jidovanu
---	---	---	--

Impact environnemental

Ce *Bilan & perspectives* est imprimé sur du papier recyclé certifié FSC. Ce choix permet à Expertise France de réduire son impact environnemental.

115 kg de CO₂ économisés, soit :



Délivrée par le Forest Stewardship Council, la certification FSC vise à promouvoir à travers le monde une gestion responsable des forêts. Les produits issus des forêts certifiées FSC sont contrôlés depuis leur origine, tout au long du processus de fabrication et jusqu'à leur distribution.

Directrice de publication : Anaïs Rieu

Coordination éditoriale et rédaction (Expertise France) : Raphaëlle Sardier

Conception graphique, conseil éditorial et rédaction : ANIMAL PENSANT

Remerciements aux équipes de la direction générale, de la direction des Opérations, de la direction des Fonctions transversales et du département de la Stratégie et des Partenariats d'Expertise France ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires pour leurs contributions.

Ce document a été imprimé en France par HandiPRINT. HandiPRINT est une entreprise adaptée créée en 2010. Sur 98 salariés, 88 sont en situation de handicap.





Contacts :

40, boulevard de Port-Royal
75005 Paris
01 70 82 70 82

accueil@expertisefrance.fr
www.expertisefrance.fr

Retrouvez-nous sur :

